



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 27 ΜΑΪΟΥ 1963

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
71

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4303

Περί κυρώσεως τῆς μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ρουμανίας Συμφωνίας περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη νόμου ἰσχὺν, ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις, τῇ 2α Μαΐου 1960, μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ρουμανίας συμφωνία, περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν μετὰ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, ὧν τὰ κείμενα ἐπικύβηται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Τὰ τῆς ἰσχύος τῆς ἀνωτέρω συμφωνίας ρυθμισθήσονται κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 15 ταύτης εἰδικώτερον καθοριζόμενα.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Μαΐου 1963.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Δ. ΒΡΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐδωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Μαΐου 1963.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ACCORD

Entre le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Roumaine

Relatif aux Transports Aériens Commerciaux Réguliers.

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Roumaine appelés ci-après dans le présent Accord les Parties Contractantes, désireux de régler leurs relations réciproques dans le domaine de l'aviation civile et d'encourager le développement des transports aériens commerciaux réguliers entre leurs deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

1. Pour l'application du présent Accord et de son Annexe :

a) le terme «Autorités Aéronautiques» signifie :
— en ce qui concerne le Royaume de Grèce le «Ministère des Communications et des Travaux Publics» ou bien tout organisme autorisé à exercer les fonctions actuellement du ressort de ce Ministère :

— en ce qui concerne la République Populaire Roumaine le «Ministère des Transports et des Télécommunications» ou bien tout organisme autorisé à exercer les fonctions actuellement du ressort de ce Ministère;

b) le terme «entreprise désignée» signifie toute compagnie de transports aériens désignée conformément aux dispositions du présent Accord par les Autorités Aéronautiques de l'une des Parties Contractantes pour l'exploitation des services convenus.

2. L'Annexe au présent Accord sera considérée comme partie intégrante de l'Accord, et, sous réserve des dispositions contraires, toute référence à l'Accord sera considérée comme se rapportant également à l'Annexe.

Article 2.

1. Les Parties Contractantes s'accordent mutuellement les droits spécifiés à l'Annexe au présent Accord pour établir les services aériens internationaux réguliers définis dans cette Annexe et qui traversent ou desservent leurs territoires respectifs.

2. Les entreprises désignées prendront en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

3. Les services convenus auront pour objet principal d'offrir une capacité correspondant à la demande de trafic entre le pays auquel appartient l'entreprise désignée et les pays de destination.

4. Les entreprises désignées jouiront, pour l'exploitation des services convenus entre les territoires des Parties Contractantes, de possibilités égales et équitables.

5. Le droit d'embarquer et le droit de débarquer sur le territoire d'une Partie Contractante du trafic international à destination ou on provenance de pays tiers, seront exercés conformément aux principes généraux du développement ordonné des communications aériennes internationales et ceci dans des conditions telles que la capacité soit adaptée :

a) à la demande de trafic aérien entre le pays de provenance et le pays de destination;

b) à la demande de trafic des régions traversées, compte tenu des services locaux et régionaux;

c) aux exigences d'une exploitation économique des services convenus.

Article 3.

1. Chacune des Parties Contractantes aura le droit de désigner, par écrit, à l'autre Partie Contractante, une entreprise de transports aériens pour l'exploitation des services convenus sur les routes indiquées.

2. Dès réception de la désignation, l'autre Partie Contractante devra, sous réserve des dispositions des alinéas 3 et 4 du présent Article, accorder sans délai, à l'entreprise de transports aériens désignée l'autorisation d'exploitation appropriée.

3. Les Autorités Aéronautiques d'une Partie Contractante, avant d'accorder l'autorisation prévue à l'alinéa 2 ci-dessus, pourront exiger que l'entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante fasse la preuve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements normalement et raisonnablement appliqués par ces Autorités, à l'exploitation des services aériens internationaux.

4. Chacune des Parties Contractantes aura le droit de refuser d'accorder l'autorisation d'exploitation prévue à l'alinéa 2 du présent Article, ou d'imposer telles conditions qui pourraient lui sembler nécessaires pour l'exercice, par une entreprise de transports aériens, des droits spécifiés à l'Annexe au présent Accord toutes les fois que ladite Partie Contractante n'a pas la preuve que la propriété essentielle et le contrôle ef-

fectif de cette entreprise sont entre les mains de la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise ou de personnes physiques ou juridiques de cette Partie Contractante.

Lorsqu'une entreprise de transports aériens aura été désignée et autorisée selon les termes qui précèdent, elle pourra commencer à tout moment l'exploitation des services convenus conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 4.

1. Chacune des Parties Contractantes se réserve le droit de révoquer l'autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice des droits spécifiés à l'Annexe au présent Accord, par une entreprise désignée par l'autre Partie contractante, ou d'imposer de telles conditions qu'elle jugerait nécessaires pour l'exercice de ces droits :

a) à tout moment où elle n'aura plus la preuve que la propriété essentielle et le contrôle effectif de cette entreprise aérienne sont entre les mains de la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise, ou de personnes physiques ou juridiques de cette Partie Contractante;

b) lorsque ladite entreprise de transports aériens ne se conforme pas aux lois et règlements de la Partie Contractante qui a accordé ces privilèges;

c) lorsque de toute façon cette entreprise n'opère pas dans les conditions prescrites en vertu du présent Accord et de son Annexe.

2. A moins que la révocation, la suspension ou l'imposition immédiate des conditions ne soient nécessaires pour éviter de nouvelles infractions aux lois ou règlements, tel droit ne sera pas exercé qu'après consultation avec l'autre Partie Contractante.

Article 5.

1. Chaque Partie Contractante veillera à ce que son entreprise désignée présente aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie, pour leur approbation, avec un mois de préavis, les horaires complets des services, spécifiant les fréquences, les types des aéronefs à être utilisés et tout autre renseignement de ce genre ayant trait à l'exploitation des services aériens convenus.

Lesdites entreprises devront communiquer toute modification des données qui précèdent avec, en principe, le même préavis.

2. L'entreprise désignée par chaque Partie Contractante fournira aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante, à leur demande, tous les éléments nécessaires pour la détermination du trafic se rapportant aux services convenus.

Article 6.

1. Les tarifs à appliquer par l'entreprise de transports aériens de l'une des Parties Contractantes pour le transport à destination ou on provenance du territoire de l'autre Partie Contractante, seront établis à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments d'appréciation, y compris le coût d'exploitation, un bénéfice normal, ainsi que les tarifs des autres entreprises de transports aériens.

2. Les tarifs mentionnés au paragraphe 1 du présent Article seront fixés, d'un commun accord, par les entreprises de transports aériens désignées des Parties Contractantes et leur détermination aura lieu, autant que possible, selon la procédure de détermination des tarifs

établis par l'Association du Transport Aérien International (IATA).

Si les entreprises de transports aériens désignées ne peuvent se mettre d'accord sur l'un quelconque de ces tarifs, les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes s'efforceront de déterminer le tarif par accord mutuel.

3. Les tarifs convenus entre les entreprises désignées seront soumis par celles-ci à leurs Autorités Aéronautiques nationales, pour leur approbation, au moins trente jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur; dans des cas spéciaux, cette date limite pourra être réduite, sous réserve de l'accord desdites Autorités.

4. Les Autorités Aéronautiques se communiqueront directement leur approbation ou rejet éventuel des tarifs proposés, dans le plus bref délai et, si possible au moins quinze (15) jours avant la date prévue pour la mise en vigueur des tarifs. En cas de désaccord, celui-ci sera réglé conformément à l'article 13, para 2.

Article 7.

Les taxes et les autres droits pour l'utilisation des aéroports, leurs installations et équipement technique sur le territoire d'une Partie Contractante, seront perçus conformément aux taux et tarifs établis uniformément par les lois et règlements de cette Partie Contractante.

Article 8.

1. Les aéronefs effectuant les vols prévus à l'Annexe du présent Accord, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions se trouvant à bord de ces aéronefs seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi qu'à leur départ de ce territoire, exempts de droits d'entrée et de sortie et d'autres droits et taxes, même si le matériel mentionné ci-dessus est employé ou consommé au cours du vol au-dessus dudit territoire, à l'exception, toutefois, des cas où, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ce matériel aurait été transféré à des tiers.

2. Les carburants et les huiles lubrifiantes nécessaires pour le ravitaillement des aéronefs de l'entreprise de transports aériens désignée par l'une des Parties Contractantes seront livrés, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, en exemption des droits de douane et autres droits et taxes nationales et locales.

3. Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, les outils, l'équipement normal et les provisions de bord introduits dans et ou entreposés sur le territoire d'une des Parties Contractantes pour être consommés et utilisés par les aéronefs de l'entreprise de transports aériens de l'autre Partie Contractante en vue d'assurer l'exécution des vols prévus à l'Annexe

au présent Accord seront, à leur importation sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi qu'à leur exportation de ce territoire, exempts de droits d'entrée et de sortie et d'autres droits et taxes, sans qu'ils puissent, toutefois, sur ce territoire, être transférés à des tiers.

Les pièces de rechange, les outils, l'équipement normal et provisions de bord susmentionnés seront, employés dans la région limitée de l'aéroport concerné pour desservir les aéronefs, les passagers et les marchan-

disés. Toutefois, en cas d'atterrissage forcé ou d'atterrissage sur un aéroport de diversion, le matériel susmentionné pourra être transporté à l'endroit où se trouve l'aéronef.

4. Les matériaux et objets mentionnés au présent article se trouvant sur le territoire de l'autre Partie Contractante seront soumis au contrôle douanier.

Article 9.

Au cours des vols au dessus du territoire de l'autre Partie Contractante, les aéronefs des entreprises de transports aériens désignées devront porter les marques de nationalité et d'immatriculation de leurs pays, établies pour la navigation aérienne internationale et être munis de certificats d'immatriculation, de certificats de navigabilité et d'une licence de la station de radio de l'aéronef. De plus, les organismes compétents de chaque Partie Contractante établiront les documents de bord supplémentaires dont les aéronefs de l'autre Partie Contractante affectés au trafic international devront être munis et ils en avertiront les organismes compétents de cette Partie. Les commandants des aéronefs et les autres membres de l'équipage devront être munis des brevets d'aptitude et des licences prescrites.

Article 10.

Aux fins de l'exploitation des services aériens spécifiés à l'Annexe au présent Accord, chaque Partie Contractante reconnaîtra valables les brevets d'aptitude et les licences, ainsi que les certificats de navigabilité, délivrés ou validés par l'autre Partie.

Toutefois, chaque Partie Contractante se réserve le droit de ne pas reconnaître valables, pour le survol de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à un de ses ressortissants par un autre Etat.

Article 11.

1. Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée, le séjour et la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation aérienne internationale ou relatifs à l'exploitation, la navigation et la conduite desdits aéronefs se trouvant sur son territoire, s'appliqueront également aux aéronefs de l'entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante.

Les règlements et procédures relatifs à la sécurité et à la conduite des vols, qui seront appliqués par l'une des Parties Contractantes aux aéronefs de l'autre Partie, seront conformes à ceux qu'elle applique uniformément à ses propres aéronefs et généralement aux transports aériens internationaux et ne s'écarteront pas substantiellement des principes des Conventions internationales en vigueur.

2. Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises ainsi que les tiers agissant au nom et pour le compte des expéditeurs, seront tenus de se conformer aux lois et règlements régissant sur le territoire de chaque Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages et marchandises. Ce qui précède s'appliquera en particulier aux prescriptions se rapportant à l'importation, exportation,

immigration, formalités de douane et de change et aux mesures sanitaires.

Article 12.

En cas d'atterrissage forcé, d'avarie ou de catastrophe survenus à un aéronef d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante, la Partie sur le territoire de laquelle l'accident susmentionné s'est produit en avisera immédiatement l'autre Partie Contractante, prendra des dispositions utiles en vue d'une enquête sur les causes de l'accident et, sur la demande de l'autre Partie Contractante, accordera aux représentants de cette Partie l'entrée libre sur son territoire pour assister en qualité d'observateur à l'enquête sur l'accident. Elle prendra également des mesures immédiates pour assister l'équipage et les passagers victimes de cet accident et assurer la protection du courrier, des bagages et des marchandises se trouvant à bord de cet aéronef. La partie conduisant l'enquête en communiquera les résultats à l'autre Partie Contractante et, si celle-ci le désire, lui remettra copie du dossier entier de l'enquête.

Article 13.

1. Dans un esprit d'étroite collaboration les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes se consulteront de temps à autre en vue de s'assurer de l'application des principes définis au présent Accord et à son Annexe et de leur exécution satisfaisante.

2. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord ou de son Annexe sera réglé par voie de négociations directes entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes. Si les dites Autorités ne parviennent pas à un accord, le différend sera réglé par voie diplomatique.

Article 14.

1. Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes juge souhaitable de modifier une disposition quelconque du présent Accord, elle pourra demander une consultation avec l'autre Partie Contractante ; cette consultation, qui aura lieu soit oralement soit par correspondance, devra commencer dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la demande.

2. Les dispositions de l'Annexe au présent Accord pourront être modifiées par accord direct entre les Autorités Aéronautiques compétentes des Parties Contractantes.

3. Toutes modifications ainsi convenues entreront en vigueur lorsqu'elles auront été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

Article 15.

Le présent Accord aura effet provisoire à partir du jour de sa signature.

Il sera ratifié selon les règles constitutionnelles de chaque Partie Contractante et les instruments de ratification seront échangés à Bucarest.

Le présent Accord pourra être dénoncé par chaque Partie Contractante et prendra fin six mois après la date de la réception par l'autre Partie Contractante de la notification de cette dénonciation.

Article 16.

Le présent Accord sera enregistré auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément à l'Article 102 de la Charte.

En foi de quoi les soussignés plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Athènes, le 2 Mai 1960, en double exemplaire, en Français.

Pour

Pour

Le Gouvernement Royal
de Grèce

Le Gouvernement de la
République Populaire
Roumaine

ANNEXE

Article 1.

1. L'entreprise désignée par chacune des Parties Contractantes jouira :

i'. du droit de débarquer sur le territoire de l'autre Partie Contractante des passagers, des marchandises et du courrier en provenance du territoire de la Partie Contractante, dont elle possède la nationalité,

ii'. du droit d'embarquer sur le territoire de l'autre Partie Contractante des passagers, des marchandises et du courrier à destination du territoire de la Partie Contractante, dont elle possède la nationalité, et

iii'. du droit de débarquer et du droit d'embarquer sur le territoire de l'autre Partie Contractante des passagers, des marchandises et du courrier en provenance ou à destination des points des services convenus situés entre les territoires des Parties Contractantes.

2. En tout cas, l'entreprise désignée par chaque des Parties Contractantes n'aura pas le droit d'exécuter des vols rémunérés entre des points situés sur le territoire de l'autre Partie Contractante. (Cabotage).

3. Le transport par les entreprises désignées du courrier sur les services convenus sera effectué selon les dispositions de la Convention Postale Universelle toujours en vigueur.

Article 2.

1. A l'entreprise désignée par le Gouvernement du Royaume de Grèce est accordé le droit d'exploitation des services aériens ci-dessous, suivant les dispositions du présent Accord et de son Annexe :

Athènes—points intermédiaires—Bucarest, dans les deux sens.

2. A l'entreprise désignée par la République Populaire Roumaine, est accordé le droit d'exploitation des services aériens ci-dessous, suivant les dispositions du présent Accord et de son Annexe ;

Bucarest—points intermédiaires—Athènes dans les deux sens.

3. Les entreprises désignées peuvent omettre l'atterrissage à un ou plusieurs points intermédiaires des services convenus, à condition que de toute façon le point de départ du service soit situé sur le territoire de la Partie Contractante ayant désigné l'entreprise.

Article 3.

Les vols non réguliers exécutés par les entreprises désignées seront soumis à une autorisation spéciale.

Article 4.

1. Le service au sol (Handling—Servicing) des aéronefs et passagers de l'entreprise désignée de l'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante sera confié à et exercé par l'entreprise désignée de la seconde Partie Contractante.

2. La représentation générale et l'agence de chacune des entreprises désignées seront confiées sur le territoire de l'autre Partie Contractante à des entreprises spécialisées ayant la nationalité de la seconde Partie.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας περὶ τακτικῶν Ἐμπορικῶν Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν.

Ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, καλοῦμεναι ἐφεξῆς ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐπιθυμοῦσαι νὰ ρυθμίσουν τὰς ἀμοιβαίας σχέσεις των εἰς τὸν τομέα τῆς παλιτικῆς ἀεροπορίας καὶ νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τακτικῶν ἔμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν των, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων:

"Ἀρθρον 1.

1. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της:

α) Ὁ ὅρος «Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ» σημαίνει:

Ὡς πρὸς τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος τὸ «Ἵπουργεῖον Συγκοινωνιῶν καὶ Δημοσίων Ἔργων» ἢ οἰονδήποτε ὀργανισμὸν ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀσκή τὰς νῦν ὑπὸ τοῦ Ἵπουργείου τούτου ἀσκουμένας ἀρμοδιότητας.

Ὡς πρὸς τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τὸ «Ἵπουργεῖον Μεταφορῶν καὶ Τηλεπικοινωνιῶν» ἢ οἰονδήποτε ὀργανισμὸν ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀσκή τὰς νῦν ὑπὸ τοῦ Ἵπουργείου τούτου ἀρμοδιότητας.

β) Ὁ ὅρος «Ὅρισθεῖσα Ἐπιχειρήσεις», σημαίνει πᾶσαν ἐταιρείαν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν ὀρισθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπὸ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεῖσων ἀεροπορικῶν γραμμῶν.

2. Τὸ Παραρτήμα τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ θεωρῆται ὡς ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας καὶ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἀντιθέτων διατάξεων, οἰαδήποτε παραπομπὴ πρὸς τὴν Συμφωνίαν θὰ θεωρῆται ὡς ἀναφερομένη ὡσαύτως καὶ εἰς τὸ Παραρτήμα.

"Ἀρθρον 2.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη παραχωροῦν ἀμοιβαίως τὰ ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας καθοριζόμενα δικαιώματα διὰ τὴν ἐγκατάστασιν τῶν τακτικῶν διεθνῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν, καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ καὶ διασχιζουσῶν ἢ ἐξυπηρετουσῶν ἀντιστοιχῶς τὰ ἐδάφη των.

2. Αἱ ὀρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις θὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν, ἐπὶ τῶν κοινῶν διαδρομῶν, τὰ ἀμοιβαία συμφέροντα αὐτῶν ἵνα μὴ ἐπηρεάζονται ἀσκόπως αἱ ἀντίστοιχοι γραμμαὶ των.

3. Αἱ συμφωνηθεῖσαι γραμμαὶ θὰ ἔχουν ὡς κύριον σκοπὸν τὴν προσφορὰν χωρητικότητος ἀναποκρινομένης πρὸς τὴν ζήτησιν τῆς κινήσεως μεταξὺ τῆς χώρας εἰς ἣν ἀνήκει ἡ ὀρισθεῖσα ἐταιρεία καὶ τῶν χωρῶν προορισμοῦ.

4. Αἱ ὀρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις θὰ ἀπολαμβάνουσιν ἴσων καὶ δικαίων δυνατοτήτων διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεῖσων γραμμῶν μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων μερῶν.

5. Τὸ δικαίωμα ἐπιβίβασεως καὶ τὸ δικαίωμα ἀποβίβασεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους Συμβαλλομένου μέρους διεθνούς κινήσεως προοριζομένου διὰ ἢ προερχομένης ἐκ τρίτων χωρῶν, θὰ ἀσκήται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς τῆς εὐρύθμου ἀναπτύξεως τῶν διεθνῶν ἀεροσυγκοινωνιῶν καὶ τοῦτο ὑπὸ τοιαύτας προϋποθέσεις ὥστε ἡ χωρητικότης νὰ προσαρμόζεται:

α) Πρὸς τὴν ζήτησιν τῆς ἀεροπορικῆς κινήσεως μεταξὺ τῆς χώρας προελεύσεως καὶ τῆς χώρας προορισμοῦ.

β) Πρὸς τὴν ζήτησιν τῆς ἀεροπορικῆς κινήσεως τῶν χωρῶν δι' ὧν αἱ γραμμαὶ διέρχονται, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν τοπικῶν καὶ περιτοχικῶν γραμμῶν.

γ) Πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις οἰκονομικῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν συμφωνηθεῖσων γραμμῶν.

"Ἀρθρον 3.

1. Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ ὀρίτῃ ἐγγράφως, πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον μέρος, μίαν ἀεροπορικὴν ἐπιχείρησιν διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεῖσων γραμμῶν ἐπὶ τῶν καθορισθεῖσων διαδρομῶν.

2. Ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν τῆς τηρήσεως τῶν διατάξεων τῶν παραγρ. 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἀρθρου, τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον μέρος, δεόν ὅπως χορηγήσῃ ἄνευ καθυστερήσεως, ἅμα

τῇ λήψῃ τοῦ ὡς ἄνω διορισμοῦ, πρὸς τὴν ὀρισθεῖσαν ἀεροπορικὴν ἐπιχείρησιν τὴν κανονισμένην ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως.

3. Πρὸ τῆς παραχωρήσεως τῆς κατὰ τὴν ὡς ἄνω παραγρ. 2 ἀδείας, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους θὰ δύνανται νὰ ἀπαιτήσουν παρὰ τῆς ὀρισθεῖσης ὑπὸ τοῦ ἕτερου Συμβαλλομένου μέρους ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως ὅπως παράσχῃ ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα περὶ τῆς ἰκανότητος τῆς ἐκπληρώσεως τῶν ὅρων τῶν ὑπαγορευομένων ἐκ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν οἵτινες συνήθως καὶ λογικῶς ἔχουσι ἐφαρμογὴν ὑπὸ τῶν Ἀρχῶν τούτων ἐν τῇ ἐκμετάλλευσί διεδνῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν.

4. Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνήται τὴν χορήγησιν τῆς ἀναφερομένης ἐν παρ. 2 τοῦ παρόντος ἀρθρου ἀδείας ἐκμεταλλεύσεως ἢ νὰ ἐπιβάλῃ τοὺς κατὰ τὴν κρίσιν του ἀναγκαίους ὅρους διὰ τὴν ἐνάσκησιν ὑπὸ ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως τῶν καθορισθέντων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης δικαιωμάτων κατὰ πάσαν περίπτωσιν, καθ' ἣν τὸ ἐν λόγῳ Συμβαλλόμενον μέρος δὲν ἔχει τὰ ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα ὅτι ἡ οὐσιαστικὴ κυριότης καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης εὐρίσκονται εἰς χεῖρας τοῦ ὑποδεικνύοντος ταύτην Συμβαλλομένου μέρους ἢ εἰς χεῖρας φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων τοῦ Συμβαλλομένου μέρους.

Ἐφ' ὅσον ἀεροπορικὴ ἐπιχείρησις ὀρισθῇ καὶ ἐξουσιοδοτηθῇ κατὰ τοὺς προαναφερθέντας ὅρους δύνανται νὰ κάμῃ ἐναρξιν ἐκμεταλλεύσεως τῶν συμφωνηθεῖσων γραμμῶν ὅποτεδήποτε, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Ἀρθρον 4.

1. Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων μερῶν ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακαλῇ τὴν ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως ἢ νὰ ἀναστέλῃ τὴν ὑπὸ τῆς ὀρισθεῖσης ὑπὸ τοῦ ἕτερου Συμβαλλομένου μέρους ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως ἄσκησιν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας δικαιωμάτων ἢ νὰ ἐπιβάλῃ τοὺς κατὰ τὴν κρίσιν του ἀναγκαίους ὅρους ἐπὶ τῆς ἐνασκήσεως τῶν δικαιωμάτων τούτων:

α) Εἰς πάσαν περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν θὰ ἔχη πλέον ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα ὅτι ἡ οὐσιαστικὴ κυριότης καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης εὐρίσκονται εἰς χεῖρας τοῦ ὀρίσαντος τὴν ἐπιχείρησιν ταύτην Συμβαλλομένου μέρους ἢ εἰς χεῖρας φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων τοῦ Συμβαλλομένου τούτου μέρους.

β) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἐν λόγῳ ἀεροπορικὴ ἐπιχείρησις δὲν θὰ συνμορφοῦται πρὸς τοὺς νόμους ἢ κανονισμοὺς τοῦ χορηγοῦντος τὰ δικαιώματα ταῦτα Συμβαλλομένου μέρους.

γ) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἀεροπορικὴ ἐπιχείρησις καθ' οἰονδήποτε τρόπον δὲν ἦθελεν ἀσκέει τὴν ἐκμετάλλευσιν συμφώνως πρὸς τοὺς καθοριζομένους διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς ὅρους.

2. Πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἡ ἀνάκλησις, ἀναστολὴ ἢ ἡ ἄμεσος ἐπιβολὴ ὅρων, εἶναι ἀπαραίτητοι διὰ τὴν πρόληψιν περαιτέρω παραβάσεων τῶν νόμων ἢ κανονισμῶν, τὸ τοιοῦτον δικαίωμα θὰ ἀσκήται μόνον κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ ἕτερου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Ἀρθρον 5.

1. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μῆρος θὰ μεριμνᾷ ὅπως ἡ ὀρισθεῖσα ἐπιχείρησις τοῦ ὑποβάλῃ πρὸς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἕτερου Μέρους, πρὸς ἐγκρισιν, με προειδοποίησιν ἐνὸς μηνός, τὰ πλήρη ὄραρια θρομολογίων, καθορίζουσα τὰς συχνότητας, τοὺς τύπους τῶν χρησιμοποιηθησομένων ἀεροσκαφῶν καὶ πᾶν ἕτερον στοιχεῖον τοιαύτης φύσεως, σχέσιν ἔχον με τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεῖσων ἀεροπορικῶν γραμμῶν.

Αἱ ἐν λόγῳ Ἀρχαὶ δεόν ὅπως ἀνακοινοῦν ἀλλήλαις πᾶσαν τροποποίησιν τῶν ὡς ἄνω δεδομένων, με τὴν αὐτὴν, κατ' ἀρχὴν, προειδοποίησιν.

2. Ἡ ὑπ' ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ὀρισθεῖσα ἐπιχείρησις θὰ παρέχῃ εἰς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἕτερου Συμβαλλομένου Μέρους, τῇ αἰτήσεϊ των, ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα δεδομένα πρὸς προσδιορισμὸν τῆς ἀφρωῆσεως τὰς συμφωνηθεῖσας γραμμάς κινήσεως.

*Άρθρον 6.

1. Τὰ εφαρμολογούμενα ὑπὸ τῆς ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τιμολόγια διὰ μεταφοράς προορισμοῦ πρὸς ἢ προσελύσεως ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ καθορίζονται εἰς λογικὰ ἐπίπεδα, λαμβανομένων δεόντως ὑπ' ὄψιν πάντων τῶν συντελεστῶν ὑπολογισμοῦ, συμπεριλαμβανομένων εἰς τούτους τοῦ κόστους ἐκμεταλλεύσεως, τοῦ λογιχοῦ κέρδους, ὡς καὶ τῶν τιμολογίων τῶν ἐτέρων ἀεροπορικῶν ἐπιχειρήσεων.

2. Ἡ ἀναφερόμενα ἐν παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου τιμολόγια θὰ καταρτίζονται, κοινῇ συμφωνίᾳ, ὑπὸ τῶν ὀρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἐπιχειρήσεων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἢ κατ'ἄρτιον δὲ αὕτη θὰ πραγματοποιηθῆται, κατὰ τὸ δυνατόν, συμφωνῶς πρὸς τὴν περὶ καθορισμοῦ τιμολογίων διαδικασίαν τῆς Διεθνoῦς Ἐνώσεως Ἀεροπορικῶν Μεταφορέων (IATA).

Ἐὰν αἱ ὀρισθεῖσαι ἀεροπορικαὶ ἐπιχειρήσεις δὲν δύνανται νὰ συμφωνήσῃ ἐπὶ οἰουδήποτε τῶν τιμολογίων τούτων, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ προσπαθήσῃ νὰ καθορίσῃ τὸ τιμολόγιον κοινῇ συμφωνίᾳ.

3. Τὰ συμφωνούμενα ὑπὸ τῶν ὀρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων τιμολόγια θὰ ὑποβάλλονται ὑπ' αὐτῶν πρὸς τὰς Ἐθνικὰς τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχὰς, πρὸς ἔγκρισιν, τοῦλάχιστον τριάκοντα (30) ἡμέρας πρὸ τῆς ὑπολογιστένης ἡμερομηνίας ἐναρξέως τῆς ἐφαρμογῆς τῶν εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις τὰ χρονικὰ ταῦτα ὅρια δυνατόν νὰ περιορίζονται, ἐφ' ὅσον ἤθελον συμφωνήσῃ περὶ τούτου αἱ ἐν λόγῳ ἀρχαί.

4. Αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ θὰ ἀνακοινώσῃ ἀλλήλαις, ἀπ' εὐθείας τὴν ἐκ μέρους τῶν ἔγκρισιν ἢ ἐνδεχομένην ἀπόρριψιν τῶν προτεινομένων τιμολογίων, ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρονικοῦ διαστήματος καί, εἰ δυνατόν, τοῦλάχιστον 15 ἡμέρας πρὸ τῆς προβλεπομένης ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῶν τιμολογίων. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας, αὕτη θὰ ρυθμίζεται συμφωνῶς πρὸς τὸ ἄρθρον 13, παρ. 2.

*Άρθρον 7.

Τὰ τέλη καὶ τὰ ἕτερα δικαιώματα χρήσεως ἀερολιμένων, τῶν ἐγκαταστάσεων τῶν καὶ τεχνικοῦ ἐξοπλισμοῦ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ εἰσπράττονται συμφωνῶς πρὸς τὰς ὁμοιόμορφως καθορισθείσας διὰ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους διατιμήσεις καὶ τιμολόγια.

*Άρθρον 8.

1. Τὰ ἀεροσκάφη τὰ ἐκτελοῦντα τὰς προβλεπομένας ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας πτήσεις, ὡς καὶ τὰ καύσιμα, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικὰ, τὰ συνήθη ἐφόδια καὶ αἱ ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων προμήθειαι θὰ ἐξαιρούνται, κατὰ τὴν ἀφίξιν τῶν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ὡς καὶ κατὰ τὴν ἀναχώρησίν τῶν ἐκ τοῦ ἐδάφους τούτου, τῶν δικαιωμάτων εἰσόδου καὶ ἐξόδου καὶ ἐτέρων δικαιωμάτων καὶ τελῶν, καὶ ἐὰν ἔτι τὸ ἄνω μνημονευθέν ὑλικὸν χρησιμοποιηθῆται καὶ καταναλισκῆται διαρκούσης τῆς πτήσεως ὑπεράνω τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους, ἐξαιρουμένης ὅπωςδήποτε τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν τὸ ὑλικὸν τούτο ἤθελε μεταβιβασθῆ εἰς τρίτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Τὰ καύσιμα καὶ λιπαντικὰ τὰ ἀναγκασιῶντα διὰ τὸν ἀεροδιασμόν τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ὀρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως θὰ παραδίδονται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπληλαγμένα παντὸς ἐθνικοῦ καὶ τοπικοῦ τελωνειακοῦ βαρικοῦ καὶ ἐτέρου δικαιώματος καὶ τέλους.

3. Τὰ καύσιμα, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικὰ, τὰ ἐργαλεῖα, ὁ κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ αἱ προμήθειαι ἀεροσκαφῶν, εἰσαγόμενα εἰς καὶ ἢ ἐναποτιθέμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἵνα καταναλωθῶν καὶ χρησιμοποιηθῶν ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐκτελέσεως τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας πτήσεων, θὰ ἀπαλλάσσονται κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου

Συμβαλλομένου Μέρους, ὡς καὶ κατὰ τὴν ἐξαγωγὴν τῶν ἐκ τοῦ ἐδάφους τούτου, τῶν δικαιωμάτων εἰσόδου καὶ ἐξόδου ὡς καὶ ἐτέρων δικαιωμάτων καὶ τελῶν, μὴ δυνατόν ὡς ὅπως ἴσως νὰ μεταβιβασθῶν εἰς τρίτους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου.

Τὰ ὡς ἄνω ἀνταλλακτικὰ, τὰ ἐργαλεῖα, ὁ κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ αἱ προμήθειαι θὰ χρησιμοποιοῦνται ἐντὸς τῆς καθορισμένης περιοχῆς τοῦ οἰκείου ἀερολιμένου, πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν ἀεροσκαφῶν, ἐπιβατῶν καὶ ἐμπροσθευμάτων. Ἐν τούτοις, ἐν περιπτώσει ἀναγκαστικῆς προεργασίας ἢ προεργασίας ἐπὶ ἀεροδραμίου ἐναλλαγῆς, τὸ ὡς ἄνω ὑλικὸν θὰ δύναται νὰ μεταφέρηται εἰς τὸ σημεῖον ἐνθα εὐρίσκεται τὸ ἀεροσκάφος.

4. Τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ὑλικά καὶ ἀντικείμενα τὰ εὐρισκόμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ὑπόκεινται εἰς τελωνειακὸν ἐλεγχον.

*Άρθρον 9.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν πτήσεων ἄνωθεν τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τὰ ἀεροσκάφη τῶν ὀρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων ἀεροπορικῶν μεταφορῶν δεόν νὰ φέρουν τὰ θεσπισθέντα διὰ τὴν διεθνή ἀεροναυτιλίαν σήματα ἐθνικότητος καὶ νηολογήσεως τῶν χωρῶν τῶν καὶ νὰ εἶναι ἐφοδιασμένα διὰ πιστοποιητικῶν νηολογήσεως, πιστοποιητικῶν πλωιότητος καὶ δι' ἀδείας τοῦ σταθμοῦ ἀσυρματου τοῦ ἀεροσκάφους. Προσέτι, οἱ ἀρμοῖδοι ὄργανισμοὶ ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ καθορίσῃ τὰ συμπληρωματικὰ ἔγγραφα ἀεροσκάφους, δι' ὧν δεόν ὅπως εἶναι ἐφοδιασμένα τὰ χρησιμοποιούμενα εἰς τὰς διεθνεῖς μεταφορὰς ἀεροσκάφη τοῦ ἐτέρου Μέρους θὰ εἰδικτοποιήσῃ δὲ σχετικῶς τοὺς ἀρμοδίους ὀργανισμοὺς τοῦ Μέρους τούτου. Οἱ κυβερνήται τῶν ἀεροσκαφῶν ὡς καὶ τὰ ἕτερα μέλη τοῦ πληρώματος δεόν ὅπως εἶναι ἐφοδιασμένα διὰ πτυχίων ἰκανότητος καὶ διὰ τῶν καθορισθεισῶν ἀδειῶν.

*Άρθρον 10.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀεροπορικῶν γραμμῶν, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρα τὰ πιστοποιητικὰ ἰκανότητος καὶ τὰς ἀδείας, ὡς καὶ τὰ ἐκδοθέντα ἢ κυρωθέντα ὑπὸ τοῦ ἐτέρου Μέρους πιστοποιητικὰ πλωιότητος.

Ἐν τούτοις, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα ὅπως μὴ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρα διὰ πτήσεις ἄνωθεν τοῦ ἐδάφους τοῦ τὰ εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπὸ κήρους χορηγηθέντα ὑπὸ ἐτέρου Κράτους πιστοποιητικὰ ἰκανότητος καὶ ἀδείας.

*Άρθρον 11.

1. Οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους, οἱ σχετικοὶ πρὸς τὴν εἰσοδὸν, παραμονὴν καὶ ἐξοδὸν ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν διεθνή ἀεροναυτιλίαν ἀεροσκαφῶν ἢ οἱ σχετικοὶ πρὸς τὴν ἐκμεταλλεύσιν, τὴν ναυτιλίαν καὶ τὴν ἐν γένει συμπεριφορὰν τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν κατὰ τὴν παραμονὴν τῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ, θὰ ἐφαρμόζονται ὡσαύτως ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ὀρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπιχειρήσεως ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

Οἱ σχετικοὶ πρὸς τὴν ἀσφάλειαν καὶ τὴν διεξαγωγὴν τῶν πτήσεων κανονισμοὶ καὶ διαδικασίαι, οἱ ἐφαρμοζόμενοι ὑπὸ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τοῦ ἐτέρου Μέρους, θὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τοὺς ὑπ' αὐτοῦ ὁμοιόμορφως ἐφαρμοζομένους τοιοῦτους ἐπὶ τῶν ἰδίων αὐτοῦ ἀεροσκαφῶν καὶ ἐν γένει ἐπὶ τῶν διεθνῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν καὶ δὲν θὰ ἀφίστανται οὐσιωδῶς τῶν ἀρχῶν τῶν ἐν ἰσχύϊ διεθνῶν Συμβάσεων.

2. Οἱ ἐπιβάται, τὰ πληρώματα καὶ οἱ ἀποστολεῖς ἐμπροσθεν ὡς καὶ οἱ τρίτοι οἱ ἐνεργούντες ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμῶν τῶν ἀποστολῶν δεόν ὅπως συμμορφῶνται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς διέποντας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους τὴν εἰσοδὸν, παραμονὴν καὶ ἐξοδὸν τῶν ἐπιβατῶν, πληρωμάτων καὶ ἐμπροσθεν τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν εἰσαγωγὴν, ἐξαγωγὴν, μεταναστευ-

σιν, τὰς τελωνειακὰς καὶ συναλλαγματικὰς διατυπώσεις καὶ τὰ ὑγειονομικὰ μέτρα.

*Άρθρον 12.

Εἰς περίπτωσιν ἀναγκαστικῆς προσγειώσεως, ἐλάττω ἢ καταστροφῆς ἐπισυμβάσης εἰς ἀεροσκάφος τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ Μῆρος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ Μῆρος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου συνέβη τὸ προαναφερθέν ἀτύχημα, θὰ εἰδοποιήσῃ περὶ τοῦτου ἀμέσως τὸ ἕτερον Συμβαλλομένον Μῆρος, θὰ λάβῃ τὰ δυνάμενα νὰ χρησιμεύσουν πρὸς τὸν σκοπὸν διεξαγωγῆς ἐρεύνης ἐπὶ τῶν αἰτίων τοῦ ἀτυχήματος μέτρα καὶ κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, θὰ ἐπιτρέψῃ εἰς τοὺς ἐκπροσώπους τοῦ Μέρους τούτου, τὴν ἐλευθέραν εἰσοδὸν εἰς τὸ ἔδαφός του ἵνα οὗτοι παραστοῦν ὡς παρατηρηταὶ εἰς τὴν ἐπὶ τοῦ ἀτυχήματος ἐρευναν. Θὰ λάβῃ ἐπίσης ἄμεσα μέτρα πρὸς παροχὴν βοήθειας εἰς τὸ πλήρωμα καὶ τοὺς ἐπιβάτας, οἵτινες ὑπῆρξαν θύματα τοῦ ἀτυχήματος τούτου καὶ πρὸς διασφάλισιν τῆς προστασίας τοῦ ταχυδρομείου, τῶν ἀποσκευῶν καὶ τῶν ἐμπορευμάτων τῶν εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἀεροσκάφους τούτου. Τὸ διεξάγον τὴν ἐρευναν Μῆρος θὰ ἀνακοινώσῃ τὰ ἐκ ταύτης πορίσματα πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλομένον Μῆρος καὶ ἐφ' ὅσον ἐκφρασθῇ ἐκ μέρους τούτου ἢ ἐπιθυμία θὰ παραδώσῃ πρὸς τοῦτο ἀντίγραφον ὁλοκλήρου τοῦ φακέλλου τῆς ἐρεύνης.

*Άρθρον 13.

1. Ἐν πνεύματι στενῆς συνεργασίας, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ συσκέπτονται ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, ὡς καὶ τῆς ἱκανοποιητικῆς ἐφαρμογῆς αὐτῶν.

2. Πᾶσα διαφωνία περὶ τῆς ἐρμηνείας ἢ ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τοῦ Παραρτήματος τῆς θὰ διευθετηθῇ δι' ἀπ' εὐθείας συνεννοήσεων μεταξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν. Ἐφ' ὅσον αἱ προαναφερθεῖσαι Ἀρχαὶ δὲν καταλήξουν εἰς συμφωνίαν ἢ διαφωνία θὰ ρυθμίζεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

*Άρθρον 14.

1. Ἐὰν ἑκάτερον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κρίνῃ ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν οἰασθῆποτε διατάξεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν διεξαγωγὴν συνεννοήσεων μετὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους. Αἱ συνεννοήσεις αὗται αἰτινες δυνατόν νὰ λαμβάνουν χώραν εἴτε προφορικῶς εἴτε δι' ἀλληλογραφίας, δεόν ὅπως ἀρχίζουσιν ἐντὸς περιόδου 60 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς διατυπώσεως τοῦ αἰτήματος.

2. Τροποποιήσεις διατάξεων τοῦ Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας δυνατόν νὰ γίνωνται δι' ἀπ' εὐθείας συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

3. Πᾶσαι αἱ οὕτω συμφωνηθεῖσαι τροποποιήσεις θὰ τίθενται ἐν ἰσχύϊ ἅμα τῇ ἐπιβεβαιώσει αὐτῶν διὰ τῆς ἀνταλλαγῆς διπλωματικῶν διακοινώσεων.

*Άρθρον 15.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ ἰσχύσῃ προσωρινῶς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς τῆς.

Ἡ κύρωσις αὐτῆς θὰ λάβῃ χώραν συμφώνως πρὸς τοὺς συνταγματικούς κανόνας ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους, ἢ δὲ ἀνταλλαγῇ τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως θὰ λάβῃ χώραν ἐν Βουκουρεστίῳ.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ δύναται νὰ καταγγελθῇ ὑφ' ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ νὰ λήξῃ ἐξ ἑξῆς μῆνας μετὰ τὴν

ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας ταύτης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

*Άρθρον 16.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ καταχωρισθῇ παρὰ τῇ Γραμματεία τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου αὐτῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 24ν Μαΐου 1960 εἰς διπλῶν, εἰς τὴν γαλλικὴν γλώσσαν.

Διὰ τὴν
Βασιλικὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὴν
Κυβέρνησιν τῆς Ρουμανικῆς
Λαϊκῆς Δημοκρατίας

Π Α Ρ Α Ρ Τ Η Μ Α

*Άρθρον 1.

1. Ἡ ὀρισθεῖσα ὑφ' ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπιχείρησις θὰ ἀπολαμβάνῃ:

i. τοῦ δικαιώματος τῆς ἀποβιάσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπιβατῶν, ἐμπορευμάτων καὶ ταχυδρομείου προερχομένων ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, οὗτινος τὴν ἐθνικότητα κέκτηται·

ii. τοῦ δικαιώματος ἐπιβιάσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπιβατῶν, ἐμπορευμάτων καὶ ταχυδρομείου προερχομένων διὰ τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, οὗτινος τὴν ἐθνικότητα κέκτηται καὶ

iii. τοῦ δικαιώματος ἀποβιάσεως καὶ ἐπιβιάσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπιβατῶν, ἐμπορευμάτων καὶ ταχυδρομείου προερχομένων ἐκ ἢ προερχομένων διὰ σημεῖα τῶν μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνηθειῶν γραμμῶν.

2. Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἢ ὑφ' ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ὀρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις δὲν θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελεθῇ πτήσεις ἐπ' ὁμοιῆς μεταξὺ σημείων τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους (CABOTAGE).

3. Ἡ ὑπὸ τῶν ὀρισθειῶν ἐπιχειρήσεων μεταφορὰ ταχυδρομείου ἐπὶ τῶν συμφωνηθειῶν γραμμῶν θὰ διενεργηθῇ κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἰσχυούσης ἑκάστοτε Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συμβάσεως.

*Άρθρον 2.

1. Εἰς τὴν ὀρισθείσαν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἐπιχείρησιν παραχωρεῖται τὸ δικαίωμα ἐκμεταλλεύσεως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, τῶν κάτωθι ἀεροπορικῶν γραμμῶν: Ἀθῆναι — ἐνδιάμεσα σημεῖα — Βουκουρεστίον, πρὸς ἀμοτέρας τὰς κατευθύνσεις.

2. Εἰς τὴν ὀρισθείσαν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ἐπιχείρησιν παραχωρεῖται τὸ δικαίωμα ἐκμεταλλεύσεως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, τῶν κάτωθι ἀεροπορικῶν γραμμῶν: Βουκουρεστίον — ἐνδιάμεσα σημεῖα — Ἀθῆναι, πρὸς ἀμοτέρας τὰς κατευθύνσεις.

3. Αἱ ὀρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις δύναται νὰ παραλείπουν τὴν προσέγγισιν εἰς ἓν ἢ πλείονα ἐνδιάμεσα σημεῖα τῶν συμφωνηθειῶν γραμμῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ὁπωσδήποτε τὸ σημεῖον ἐκκινήσεως τῆς γραμμῆς θὰ καίται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους τοῦ ὀρίσαντος τὴν ἐπιχείρησιν.

Άρθρον 3.

Έκτακτοι πτήσεις εκτελούμεναι υπό των όρισθεισών επιχειρήσεων θά υπόκεινται εις ειδικήν άδειαν.

Άρθρον 4.

1. Η επί του έδαφους του ένδς των Συμβαλλομένων Μερών εξυπηρέτησις (HANDLING — SERVICING) των

αεροσκαφών και έπιβατιών τής όρισθείσης υπό του έτέρου Μέρους επιχειρήσεως, θά ανατίθεται και ένασκήται υπό τής όρισθείσης επιχειρήσεως του πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Η αντιπροσώπευσις και ή πρακτόρευσις εκάστης των όρισθεισών επιχειρήσεων εις τδ έδαφος του έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θά ανατίθεται εις ειδικευμένας επιχειρήσεις, έχούσας τήν έθνικότητα του Μέρους τούτου.